



Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

Date de la contribution : 05/07/2019

En avant-propos, il convient de préciser le cadre dans lequel Bordeaux Métropole est acteur des raccordements électriques.

Elle est d'abord collectivité en charge de l'urbanisme sur l'ensemble de son territoire (28 communes). Ce statut lui impose une contribution financière aux raccordements consommateur dans le cas d'une extension de réseau.

Elle est également en charge du plan climat sur ce même périmètre. A ce titre elle se doit de favoriser l'injection de production d'électricité renouvelable en stimulant l'innovation sur les modèles d'affaires par exemple (ORI,...) ou encore en mettant à disposition de ses administrés des outils pour dynamiser le secteur d'activité (cartographie des capacités d'injection par exemple).

Sa compétence d'AODE sur seulement 9 communes lui offre l'accès à certaines données cartographiques du réseau de distribution d'électricité

Ces différents périmètres complexifient l'action de la métropole et les données mises à disposition par ENEDIS restent insuffisantes pour que la collectivité exerce ses fonctions.

En dehors de ses attributions, Bordeaux Métropole est également un client d'ENEDIS pour raccorder ses bâtiments, bus électriques... ou ses centrales de production d'électricité.

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Favorable

Commentaire :

Nous portons à l'attention de la CRE la nécessité de préciser pour ce type raccordement la réglementation attachée au financement de celui-ci.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Défavorable

Commentaire :

Afin de faciliter le travail des producteurs, il faut offrir plus de transparence et ouvrir toutes les données réseaux



BORDEAUX MÉTROPOLE

permettant l'appropriation au stade préfaisabilité. Cela offrirait une plus grande agilité aux producteurs et serait synonyme de baisse des coûts des énergies renouvelables. Nous pensons également que ce processus devrait être proposé aux gros consommateurs.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à cette disposition et portons le même avis que la CRE.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Défavorable

Commentaire :

L'encadrement doit être plus précis pour que la collectivité puisse contrôler les devis qu'elle signe. Alors qu'ENEDIS réalise souvent des erreurs sur les devis de raccordement à la hausse, Bordeaux métropole ne possède pas la cartographie des réseaux sur toute la métropole (AODE sur 9 des 28 communes), ni les taux de charge par dipôle permettant d'expertiser la solution (refus de transmission d'ENEDIS).

Bordeaux métropole a en effet identifié des erreurs simples sur des linéaires, ou sur l'opération de raccordement de référence à partir des éléments qu'elle est en capacité d'expertiser. Pour illustrer le propos, voici quelques exemples non exhaustifs.

- Devis initial : Extension de 130m (14625.23 euros) => Linéaire corrigé après remarque 30m. (5117 euros) => Economie de 100m linéaire de travaux soit **9508 euros**

- Devis initial : Linéaire devis initial : 150m => Linéaire corrigé après remarque 128 m => Economie de 22m linéaire de travaux soit **2000 euros**

- Devis initial : Tranchée sous enrobé rouge. Après correction suite à remarque BM, il s'avère moins cher de passer sous la voirie => Economie de **3927 euros** de travaux

Cela prouve qu'une étape de process supplémentaire n'est pas de trop pour fiabiliser les contributions des CCU. Les taux de charge par dipôle devraient donc être fournis aux collectivités afin qu'elles puissent contrôler l'ORR proposé



BORDEAUX MÉTROPOLE

par ENEDIS.

Grâce aux taux de charge, la collectivité pourrait également identifier des effets de seuils pour réduire les besoins d'extensions de réseau. Les demandes de raccordement sont en général plus importantes que l'abonnement. La collectivité pourrait jouer un rôle en sensibilisant le demandeur sur la puissance demandée et revoir à la baisse sa demande. L'optimisation du chargement du réseau est un élément qui profite aux différents partis.

Pour les raccordements HTA nécessitant un départ direct, ENEDIS facture une mise à disposition de cellule dans le poste source au prix de l'achat du matériel et pas seulement de la main d'œuvre. Selon notre interprétation du code de l'énergie, il s'agit d'une refacturation aux collectivités d'une partie du poste source payé en amont par ENEDIS en tant que renforcement. Sur demande, ENEDIS ne fournit pas la facture de l'achat des cellules HTA. En plus de la rédaction ci-dessous il semble nécessaire de préciser ce périmètre de facturation.

Rédaction proposée avec modification de Bordeaux Métropole en noire :

Les procédures de traitement des demandes de raccordement élaborées par les gestionnaires de réseaux publics de distribution définissent et décrivent les étapes de l'instruction d'une demande de raccordement d'une installation d'un utilisateur, depuis la demande de chiffrage faite par la collectivité en charge de l'urbanisme lors de l'instruction d'une demande d'autorisation d'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une partie des coûts des ouvrages d'extension en application de l'article L. 342-11 du code de l'énergie, jusqu'à la mise en service de l'installation.

Les procédures prévoient le délai maximal dont le gestionnaire dispose pour établir une estimation de la contribution éventuellement due par la collectivité en charge de l'urbanisme en s'appuyant sur les éléments qui lui sont transmis, lorsqu'il est saisi pour l'instruction d'une demande d'autorisation d'urbanisme.

Lors de la remise du chiffrage à la collectivité en charge de l'urbanisme, le gestionnaire de réseaux précise le statut estimatif du prix indiqué, les éléments lui permettant de proposer cette solution et les paramètres suivant lesquels le prix est susceptible d'évoluer, afin que la collectivité soit en mesure d'anticiper une éventuelle évolution des coûts.

Lorsque la demande de raccordement a eu lieu, le gestionnaire de réseaux transmet, dans les mêmes délais que pour le demandeur du raccordement, une proposition technique et financière à la collectivité en charge de l'urbanisme, correspondant à la contribution due au titre des travaux d'extension. Cette proposition technique et financière est accompagnée des éléments techniques (taux de charges des dipôles, taux de charge des ouvrages) et des éléments de coûts (barème d'ENEDIS, descriptif précisant les libellés) nécessaires à sa justification. La CCU doit être en capacité de contrôler l'ORR et l'extension.

Il ne pourra pas être exclu, compte tenu du délai passé entre l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme et la demande de raccordement de l'installation en question, que la solution de raccordement présentée dans la PTF diffère du chiffrage initial. En effet, tant le projet en question que la configuration du réseau sont susceptibles d'avoir évolué. En tout état de cause, tout écart avec le chiffrage initial devra être justifié.

Les réserves éventuellement formulées par la collectivité en charge de l'urbanisme ne doivent pas entraver la bonne tenue et le parfait achèvement des travaux nécessaires au raccordement de l'utilisateur. La mise en service de l'installation de l'utilisateur ne peut pas être soumise à l'accord sans réserve sur le montant de la contribution due par la collectivité en charge de l'urbanisme ou au versement de tout ou partie de cette contribution.



Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Nous n'avons pas d'avis sur cette question.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Nous n'avons pas d'avis sur cette question.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Sur le principe, nous y sommes favorables.

Néanmoins, cette dématérialisation peut avoir quelques limites quant aux procédures administratives applicables aux personnes publiques (difficultés voir impossibilités à valider en ligne des devis du fait des délégations de signature, difficultés voir impossibilités à payer en ligne les acomptes et devis du fait de la séparation ordonnateur / comptable). Une procédure spécifique pour les personnes publiques, conciliant constitution du dossier de façon dématérialisée, et validation formelle et comptable de la PTF de façon papier, est possible.

A noter que certains demandeurs de raccordements nous ont signalé des demandes d'Enedis de produire un nouveau dossier de raccordement, permettant « d'abandonner » le 1^{er} dossier déposé en version papier et de repartir sur la base du 2nd dossier pour la formulation de la PTF, alors que le 1^{er} dossier était complet et n'avait pu être traité dans les délais impartis. Cette évolution vers la dématérialisation peut être l'occasion de redéfinir les indicateurs de délai de réponses aux demandes de devis.

Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?



Nous n'avons pas d'avis sur cette question.

Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Nous n'avons pas d'avis sur cette question.

Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Nous n'avons pas d'avis sur cette question.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Défavorable

Commentaire :

Les PTF ne sont aujourd'hui pas transparente pour les demandeurs. Lorsque la collectivité est « demandeur », elle a un intérêt financier direct à minimiser les extensions du réseau. ENEDIS devrait fournir au demandeur les éléments lui permettant de minimiser les besoins d'extension. (taux de charge par dipôle, effet de seuil).

Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Non

Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

Il y a deux sujets majeurs :

Le sens de loi SRU :

La loi relative à la solidarité et au Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 et la loi urbanisme et Habitat du 2 juillet ont attribué aux collectivités en charge de l'urbanisme un rôle prépondérant dans la facturation des opérations de raccordement.

Dans le but de **renforcer la densification en zone urbaine et limiter l'étalement urbain**, elles peuvent être mise à contribution pour les travaux d'extension de réseau nécessaires à l'alimentation d'un bâtiment neuf ayant été soumis à une autorisation d'urbanisme.



Dans un milieu urbain où le réseau est présent, les contributions des collectivités ont été détournés de leurs sens initiales. L'extension proprement dite des réseaux électriques devrait être définie comme :

- la création de nouvelles lignes électriques, à l'exclusion donc du renforcement d'une ligne existante **mais aussi de la construction d'une ligne en parallèle lorsque la ligne existante n'a pas la capacité requise pour desservir le nouveau consommateur ainsi que, le cas échéant, la création de nouveaux postes de transformation.**

Les coûts des opérations de renforcement et de création de lignes électriques en parallèle de lignes existantes et, plus généralement, les coûts des opérations d'adaptation d'ouvrages existants, y compris donc des postes de transformation, devrait être pris en charge par les tarifs d'utilisation des réseaux et mutualisés entre tous les consommateurs.

Le barème d'ENEDIS précisant le raccordement collectif dont la puissance de raccordement est inférieure ou égale à 250 kVA doit être modifié :

Lorsque l'Opération de Raccordement de Référence consiste, à partir d'un poste HTA/BT existant, à créer une canalisation BT neuve en parallèle à une canalisation BT existante dans la voie, **afin d'en éviter le remplacement**, les travaux correspondant à la part de la nouvelle canalisation posée en parallèle à la canalisation existante ne font pas partie du périmètre de facturation de l'extension de réseau.

L'ORR :

ENEDIS définit systématiquement la solution technique optimale comme étant l'ORR et non celle qui minimise les coûts de raccordement et qui est techniquement et administrativement réalisable.

L'ORR devrait :

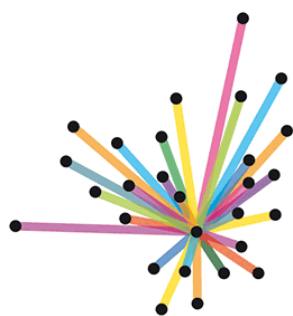
- Positionner sur la parcelle du demandeur le poste privé HTA/BT au plus court par rapport au réseau
- Positionner sur la parcelle d'un projet le Poste DP au plus court par rapport au réseau

-

Egalement, ENEDIS fait cheminer les réseaux en domaine public plutôt que privé, même si le de cheminement en domaine privé était moins chère.

ENEDIS se réfère à la norme C11-201 (4.2.1 Tracé des réseaux électriques) pour justifier des choix techniques propres à ENEDIS et exprime les arguments ci-dessous.

- **Exploitation** : cela permet de garantir une intervention facilitée des services de dépannage (accès, aménagements éventuels des propriétaires privés, etc.).
- **Développement futur** : le passage en privé du RPD présente le risque d'être soumis à l'acceptation d'une convention obligatoire pour permettre un raccordement futur sur ces ouvrages.



**BORDEAUX
MÉTROPOLE**

- Bordeaux métropole a une interprétation différente
- Si le tracé est techniquement et administrativement réalisable, il représente l'ORR. La norme n'impose pas « un passage en domaine public et de préférence sous trottoir » mais souligne « posés en général ». L'optimisation technique peut être choisie par ENEDIS mais n'est pas la base de l'ORR pour la contribution.
- Il est important **de différencier la solution technique optimale qui sera peut-être choisie par ENEDIS et l'opération de raccordement de référence qui minimise les coûts**. C'est à partir de cette ORR que la contribution de la métropole doit être calculée. Le sens de la loi SRU ne doit pas être détourné.

En conclusion, la définition du périmètre de facturation devrait être revue et clarifiée.

Liste des pièces jointes à la contribution :

Consultation raccordement.doc